

Témoignage des membres de la COORDID sur le projet OSIRIS et sur la coopérative après 2 ans de mise en œuvre

Introduction :

L'activité principale des exploitations familiales de l'Arrondissement de Djilor tourne autour de la production d'arachide, de mil et de maïs. Les exploitants font d'autres activités à savoir l'élevage de petits ruminants, l'aviculture village, le petit commerce, la transformation des produits agricoles, les céréales, en particulier. Ces exploitants rencontraient d'énormes difficultés dans l'exécution de leurs activités. C'est dans ce contexte qu'une coopérative dénommée Coopérative rurale pour développement inclusif de l'arrondissement de Djilor COORDID est

implantée dans l'Arrondissement de Djilor depuis le 3 mars 2016 avec le concours financier de l'Union Européenne, dans le cadre du projet OSIRIS. Elle vient de réceptionner son siège flambant neuf le 19 septembre 2017.



implantée dans l'Arrondissement de Djilor depuis le 3 mars 2016 avec le concours financier de l'Union Européenne, dans le cadre du projet OSIRIS. Elle vient de réceptionner son siège flambant neuf le 19 septembre 2017.

Deux autres coopératives, ont été également créées en même temps dans le département de Kaolack (COOPEDELSI) et le département de Tambacounda (COORDIM). La COORDID fait partie d'un réseau de 9 coopératives, le réseau des organisations paysannes et pastorales du Sénégal (RESOPP). Le RESOPP est dans 8 régions du Sénégal, couvre 11 départements et compte 40000 membres. L'objectif de la coopérative de l'Arrondissement de Djilor (COORDID), comme les autres coopératives du RESOPP, est d'offrir des services intégrés aux producteurs ruraux dans le but d'améliorer leur sécurité économique, sociale et alimentaire.

Le projet OSIRIS (Offre de Services Intégrés en Milieu Rurale pour l'Inclusion Sociale) est à sa troisième année d'exécution. Il est important de faire le point, de recueillir les impressions des producteurs sur le projet et sur la coopérative. Pour ce faire, un focus group est organisé dans l'enceinte de la coopérative en présence des membres du conseil d'administration (CA) de la COORDID, le Conseil de Surveillance (CS), quelques Présidents de Sections Villageoises (PSV) et le personnel technique de COORDID. Quelques interviews sont réalisées en dehors du focus group avec quelques membres individuels, le sous-préfet, le

maire de la commune de Djilor, le responsable du service d'élevage et le SDDR de la région de Fatick. La discussion portait sur trois points :

- ✓ La première question était orientée sur la situation des exploitations familiales avant l'arrivée de la coopérative surtout sur l'accès au crédit agricole, les intrants, la formation des producteurs, l'accès aux soins de santé, aux services d'assurance et à l'entrepreneuriat.
- ✓ Il a été discuté également en deuxième lieu des changements notés ou des améliorations que la coopérative a apporté sur la situation actuelle des producteurs.
- ✓ La troisième question portait sur les perspectives, comment ils voyaient l'avenir de la coopérative avec projet ou sans projet ?

Un tour de table a permis de recueillir les impressions des producteurs sur leur situation avant l'implantation de la coopérative au niveau de l'Arrondissement de Djilor, les changements ou améliorations notées ainsi que les perspectives. Voici ce que les producteurs ont répondu dans le focus group et au niveau des entretiens individuels :

1. Situation des exploitations familiales avant la mise en place de la coopérative



**Atta Sène, membre de la
COORDID**

Avant l'arrivée de la coopérative les conditions socio-économiques des populations de l'Arrondissement de Djilor étaient difficiles. L'accès aux intrants notamment l'accès au matériel agricole, aux semences en quantité et de bonne qualité et à l'engrais, posait problème. Les femmes pensaient qu'elles n'avaient pas le droit d'accès aux intrants, selon **Atta Sène** car il n'y avait que les hommes qui en bénéficiaient.

D'autres ont souligné le problème de l'accès au engrais car disent-ils les quantités que l'Etat leur donnait étaient minimes et pour y accéder, il fallait faire un tirage au niveau des villages pour les répartir, 5 sacs d'engrais pour tout un village. Le matériel agricole posait problème et ceux qui en détenaient c'était les gens qui ont un le pouvoir économique ou une influence politique. Le matériel existant date des années 60. Ceux qui n'en disposaient pas étaient obligés de louer le matériel et le coût de la location tourné autour de 25000 à 35000 F CFA par campagne. Ceux qui n'avaient pas les moyens d'acheter ou de louer étaient obligé d'attendre les heures de pause, entre 13h et 15h pour emprunter les semoirs ou les charrues à

leur compère. Ce qui pose problème pour l'animal et pour le producteur. Sans le matériel adéquat, le producteur ne peut pas emblaver les superficies qu'il désire.

Les exploitants ont également souligné le manque d'organisation des producteurs : « On



Karim Ndiaye

n'avait pas d'instance de partage et de dialogue. Chacun travaillait dans son coin et personne ne savait ce que fait l'autre. On vivait individuellement nos problèmes », souligne

Karim Ndiaye, Président de la COORDID. Leur connaissance en agriculture, en élevage étaient minimales car les connaissances qu'ils ont de leur activité, ce sont des connaissances qui leur sont transmises de génération en génération ; ce sont des connaissances endogènes. Ce qui fait que même s'il y'a parfois des attaques ou des maladies qui

touchent les animaux ils ne savaient pas comment les traiter ou les prévenir.

L'usage des semences « tout venant » ou tirées directement des céréales de consommation impactait négativement les rendements. Le manque ou l'absence de formation sur la production de semence en est la cause.

L'accès au soin de santé leur posait problème : « Les *infrastructures sanitaires existent*



EL Hadji Samba CISSE

sur place mais on n'a pas les moyens financiers pour payer les soins de santé et les ordonnances ». Selon le vice-président de la COORDID El Hadji Samba Cissé, cette difficulté est l'une des causes de détournements d'objectifs des crédits : « *une personne prend un crédit pour une activité économique bien précise au lieu de l'utiliser pour cette activité, l'argent est détourné pour se soigner ou soigner l'un des membres la famille* ». Il n'y avait pas d'assurance agricole et on n'avait jamais entendu parler de cette assurance,

dissent-ils.

Les activités économiques de plusieurs acteurs économiques étaient informelles : aucune reconnaissance juridique, ni registre de commerce, ni NINEA. **Ibrahima Sakho**, commerçant d'arachide voulait des papiers pour formaliser son activité afin de bénéficier des marchés de la zone. Il est allé à plusieurs reprises à Fatick pour formaliser son activité. Il est tombé sur des prestataires qui lui ont demandé d'apporter 120.000 F CFA. Il leur a remis les 120.000 et

en retour il n'a reçu aucun papier. Plusieurs acteurs économiques sont dans sa situation, ils ignorent les démarches à suivre pour accéder à la formalisation de leur business.

2. Les changements ou améliorations constatés depuis l'implantation de la coopérative

Après avoir entendu les producteurs sur les difficultés qu'ils rencontrées dans leurs exploitations, ils se sont prononcés sur les changements ou améliorations que le projet OSIRIS leur a apporté à travers les services que propose la coopérative.

« Avant tout, le projet OSIRIS en collaboration parfaite avec le RESOPP et la COOPEC-RESOPP, a sensibilisé les populations de l'Arrondissement de Djilor à former une coopérative de services pour améliorer nos conditions de vie. Comme nous avons collaboré avec ADG dans le cadre de projets précédents, nous y avons cru malgré les réticences de quelques-uns compte tenu de plusieurs initiatives avortées avec d'autres acteurs. Nous sommes aujourd'hui une coopérative de 1.900 membres et beaucoup de personnes qui n'avaient pas adhéré regrettent de ne pas avoir été des membres fondateurs », affirme Karim Ndiaye, le président de la COORDID.



Cheikh Sylla, PSV Thilla

Selon Cheikh Sylla, président la section villageoise de Thilla, le seul fait de construire la coopérative et une satisfaction pour eux. Il ajoute que beaucoup de gens venaient les voir et leurs promettaient des coopératives ; chaque village cotisait mais au final, ils ne voyaient rien. Rien qu'à voir l'infrastructure est une satisfaction pour eux. C'est un élément de crédibilité. L'autre aspect c'est par rapport à l'organisation que les producteurs ont maintenant depuis la section villageoise jusqu'au niveau arrondissement. On ne se fréquentait pas, on avait un cadre

où tous les producteurs se retrouvent, on l'a maintenant grâce à l'appui du projet OSIRIS. En plus d'être membre et de bénéficier des services de la coopérative, les habitants de Thilla ont également senti d'autres impacts positifs du projet de manière directe. Le maçon qui a fabriqué les briques est du village, il a été payé 600.000 F, les femmes qui amenaient l'eau ont été indemnisées et tout le matériel est acheté sur place au niveau des commerçants de PASSY.

Younoussa Sow président de la section villageoise de Keur FAFA WELY; la dotation de la coopérative en fonds d’approvisionnement et de crédit par le projet, nous a permis d’acheter du matériel agricole (semoirs, des houes sine), de l’engrais et la production de semence au



Younoussa SOW

profit des exploitations familiales de la Zone. Les impacts du projet sont nombreux. Le projet a renforcé les capacités techniques, de production et de gestion de plusieurs producteurs. Par-dessus tout, ce qui me plaît le plus c’est la formation sur l’inclusion sociale : « avant, on avait des réactions d’exclusion vis-à-vis de certaines couches ou catégories sociales sans le savoir. Les personnes à mobilité réduites ou vivant d’handicaps étaient tout bonnement et simplement écartés de toute décision. Ils n’étaient en aucun cas associés aux instances de prise de décision. Avec la

formation on s’est rendu-compte des frustrations que ce genre de comportement pouvez provoquer chez ceux qui vivent cette situation. Grâce à OSIRIS, on est en train de bannir ses comportements dans les villages ».

ATTA Sène de la section villageoise Diossong : moi en tant que femme, je pensais que je ne pouvais pas bénéficier d’un semoir, d’une houe sine ou de l’engrais. J’ai toujours pensé que c’était réservé uniquement aux hommes. L’engrais qu’on a distribué dans mon village ou le matériel, ce n’était que les hommes qui se les partagés. C’est avec OSIRIS et la COORDID que j’ai pris un crédit à la COOPEC-RESOPP. On m’a accordé un crédit, avec le bon d’enlèvement je suis allé à la coopérative on m’a donné un semoir et 3 sacs d’engrais et je n’en revenais pas. J’ai pris une assurance décès invalidité et une assurance indicielle perte récolte, et là, je peux mener à bien mon activité sans pression.

Nafi Sarr, présidente COORDID, section

J’ai bénéficié d’une formation Cette formation portée sur la améliorés et sur les vaccination. Cette année dans pratiquement pas eu de cas de



Nafi, SARR

Conseil de Surveillance villageoise de Djilor

en aviculture villageoise. production de poulets techniques de mon village on n’a mortalité car j’ai moi-

même fait le tour du village et j'ai vacciné toute la volaille. Actuellement, on a dans le village beaucoup de poulets et beaucoup d'œuf. On souhaiterait avoir une couveuse dans la coopérative pour augmenter notre production avicole, construire des poulaillers et créer des emplois pour les femmes et les jeunes. J'ai également été formée dans la production de semence de mil. J'ai emblavé un demi-hectare dans le champ de mon mari. La coopérative m'a donné toutes les charges de production et m'a formé. On est assisté par le SDDR, le technicien agricole de la coopérative et on a suivi à la lettre toutes les consignes qu'on nous a données. Ce qu'on aimerait c'est que la coopérative nous trouve une moissonneuse batteuse comme ça, la production semencière ne sera pas contaminée par les autres productions qui sont destinées à la consommation. Si le RESOPP peut faciliter cela, ce sera une bonne chose. En tout cas, moi, ce que j'ai commencé à vivre et à voir sur comment la coopérative marche, me satisfait vraiment.

Ibrahima Sakho, de la section villageoise de THIAKHO, commerçant d'arachide ayant son activité à Diosong a pu formaliser son entreprise grâce à l'appui de la conseillère en entreprise de la COORDID. A la place des 120.000 F CFA, il n'a déboursé que 14 000 F. Il a obtenu son registre de commerce et son NINEA, actuellement il soumissionne à tous les marchés qui entrent dans son domaine d'activité. Il témoigne sa satisfaction vis-à-vis du projet OSIRIS.



Dans le même cas **Ibrahima Bitéye** (Mbossé) âgé de 57 ans, menuisier métallique et en même temps producteur de mil et d'arachide, habitant à Passy a pu formaliser son entreprise grâce à OSIRIS. Membre de la coopérative depuis 2016, Bitéye voulait accéder aux intrants agricoles que la coopérative distribuait à ses membres. Les producteurs avaient déjà fait leur expression de besoins. Ce qui fait qu'il ne pouvait pas en bénéficier cette année-là. Il fallait attendre la campagne agricole suivante pour en bénéficier. Fâché de ne pas pouvoir bénéficier des services, il a voulu abandonné la coopérative. Pour parait à cela, il a été rapproché par la conseillère en entreprise qui lui a expliqué les autres produits et services de ladite structure.

Dans les discussions il a fait comprendre à la conseillère qu'en plus des activités agricoles, il est également menuisier. C'est un métier que j'ai hérité de mon père, dit-il. La conseillère lui

a demandé s'il a formalisé son activité. Il a répondu Non car je ne savais pas qu'il fallait des papiers pour ça. C'est dans ce sens que la conseillère l'a appuyé pour l'obtention d'un registre de commerce et d'un NINEA. Il a même dit : *« c'est en ce moment que j'ai compris l'importance d'avoir une reconnaissance juridique, car si j'avais les papiers je pouvais soumissionner au marché lorsque l'on construisait la coopérative. Cela ne fait pas longtemps que j'ai reçu les papiers mais j'ai déposé des copies un peu partout espérant faire parti des marchés, lorsqu'il y'a un appel d'offres »*.



Abdoulaye Sakho

Abdoulaye Sakho jeune producteur, fait parti des 9 jeunes sélectionnés par la coopérative, dans le cadre du projet OSIRIS pour une formation en entrepreneuriat. Il a été formé dans la Gestion de projet à savoir comment avoir une idée de projet, comment gérer un projet. Il est également formé sur l'éducation financière. Selon lui, il ne regrette pas d'être membre de la coopérative car avant il ne pensait pas que l'agriculture pouvait créer de l'emploi pour les jeunes. Grâce à la formation qu'il a reçu du projet OSIRIS et un financement de 100.000 F CFA, il a commencé une production de semence de niébé et a planté des manguiers et quelques agrumes sur une superficie d'un demi-hectare dans le champ de son père. Il a récolté et a obtenu une production de 400 kg de niébé. Les manguiers et les agrumes sont encore de jeunes pousses. La famille a creusé un puits dans le champ. Ils ont une réserve foncière de 3 hectares non cultivé qu'il compte exploiter pour le maraîchage. Actuellement dit-il: *« à la suite de la formation que j'ai reçu du projet OSIRIS et le financement qu'on m'a alloué, je suis convaincu que je peux gagner dignement ma vie en restant au village grâce à l'agriculture et je lance un appel aux jeunes de croire en eux-mêmes et de croire en l'agriculture »*.

3. Souhais ou recommandations des producteurs sur l'avenir de la coopérative

Le président de la coopérative ainsi que tous les élus, les bénéficiaires interviewés individuellement ont tous émis le souhait de pérenniser les acquis du projet OSIRIS au-delà des 4 années d'exécution.

Younoussa Sow fait un petit rappel sur les prémices de la coopérative : « *il y'avait un programme du nom de Diisso Bay Dundé qui était exécuté dans la seule commune de Diosong pendant 6 ans. Ce programme avait touché 10 villages et a eu un impact positif auprès des exploitations. Les autres habitants des autres communes de l'arrondissement ont exprimé le souhait d'avoir un projet à l'image de DBD dans leur commune. En ce moment on a pensé que c'est seulement une coopérative qui pouvait régler les problèmes des producteurs ADG promoteur de DBD en a fait son affaire et on a maintenant la COORDID qui couvre toute l'arrondissement de Djilor grâce à l'appui de l'Union Européenne. Actuellement on a l'implantation du siège de la coopérative à Thilla et la zone est vaste. Certains villages de la commune de Djilor avaient un quota d'engrais à la coopérative cette année. Ils ne sont pas venus récupérer l'engrais car ses villages sont très éloignés de la coopérative. Les coûts élevés des transports rendaient chers les engrais. Ils ont préféré s'approvisionner au niveau du marché de Djilor que de venir jusqu'à la coopérative. Pour rendre les services de la coopérative accessibles à tous les membres, on aimerait avoir d'autres antennes dans les 6 communes qui composent l'arrondissement. Pourquoi ne pas à l'avenir être dans tout le département ou dans toute la région de Fatick. On veut OSIRIS 2, 3 ou 4 pourquoi pas d'autres partenaires. Et on lance un appel à l'Etat pour venir appuyer la coopérative pour le développement de l'arrondissement de Djilor et l'atteinte de l'autosuffisance alimentaire des exploitations familiales.* Les autres participants ont abondé dans le même sens que Younoussa pour dire tout simplement que les actions d'OSIRIS doivent continuer pour plus d'impact. Pour la présidente du Comité local de Gestion de la COOPEC : « *il nous faut plus de fonds de commercialisation, plus de fonds de crédit, plus d'actions de formation, plus de sociétaires et les moyens dont dispose la coopérative ne lui permettent pas de continuer seule le chemin. On lance un appel à tous les bailleurs, à l'Etat, à toutes les bonnes volontés, aux communes de s'approcher de la coopérative pour qu'ensemble nous réglons une bonne fois pour tout le problème de l'agriculture sénégalaise, en particulier, le problème des producteurs ruraux de l'arrondissement de Djilor car on a que l'agriculture comme activité économique* ».